M 2485-92 3F

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n° 92 DEC 1981 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

LA BOURGEOISIE CRAINT LA LUTTE DE CLASSE PAS LA GUERRE

Pour la bourgeoisie la guerre s'inscrit dans 'l'ordre des choses', d'une certaine manière elle en vit. Face à la crise, ce n'est donc pas la guerre qu'elle redoute mais la lutte de classe qui, elle, remet en question son système.



Quand les conséquences de la crise ne peuvent plus être reportées sur des catégories particulières, que ce soit les pays à économies les plus faibles ou certaines couches de la classe ouvrière dans les pays développés, quand elles touchent le coeur même de la production et de la classe ouvrière dans les plus grandes concentrations industrielles du monde, la possibilité de la lutte de classe internationale du prolétariat prend toute son ampleur.

■ Soudainement, en l'espace de deux mois, toutes les grandes capitales de l'Europe ont connu de très grandes manifestations pacifistes : 200 000 personnes à Bruxelles, 300 000 en Italie, même chose à Londres, un demi-million à Madrid. Mis à part la France où elle est trop empêtrée dans les responsabilités gouvernementales, la gauche socialiste européenne a pris sur elle l'initiative d'une très large campagne pacifiste sans qu'il y ait de manifestations spontanées dans la population contre la guerre. Elle a mobilisé l'ensemble de son appareil militant, investi des sommes colossales pour organiser ces manifestations (location de centaines de cars, de trains).

Nous croyons volontiers le patriotisme de la bourgeoisie de gauche mais nous ne croyons pas à sa pseudo-volonté "neutraliste" pas plus que nous ne croyons à son "pacifisme".

Les bourgeois de gauche découvriraient-ils aujourd'hui que l'Europe serait l'enjeu d'une troisième guerre mondiale entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest? Voudraient-ils, pensent-ils vraiment que l'Europe puisse être tenue à l'écart des rivalités guerrières entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest? Nous n'en croyons pas un seul mot.

La mise en place des derniers missiles nucléaires en Europe ne peut pas expliquer une telle volonté de mobilisation, les missiles nucléaires ne représentent qu'une partie infime de tout l'arsenal militaire et nucléaire accumulé en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, souvent sous l'autorité directe des "sociaux-démocrates" et des staliniens, toujours avec leur bénédiction.

La reconstruction de l'Europe de l'après seconde guerre mondiale et les profits réalisés par la bourgeoisie sur le dos de milliers d'ouvriers et d'employés ne s'est-elle pas faite sous la protection de ce qu'ils appellent le "parapluie nucléaire" américain" face à l'arsenal militaire du bloc russe enviant le "gateau" européen après la seconde guerre mondiale. Quant au pacifisme de la gauche, ce que nous savons, c'est que :

C'est toujours au nom des grands principes humanitaires de "défense de la civilisation", de la "liberté", de la "fraternité" et de la "paix" elles-mêmes que, durant la première comme la seconde guerre mondiale la bourgeoisie a plongé l'humanité dans la boue et le sang.

Les grandes déclarations "pacifistes" et "humanitaires de la social démocratie et de la gauche en général qui ont précédé les deux "grandes guerres" se sont toujours transformées en adhésion totale à celles-ci. Ceux qui les suivirent dans le pacifisme et dans leur politique générale, les suivirent aussi dans la guerre.

(SUITE PAGE 3)

FRANCE

LA GAUCHE FACE AUX OUVRIERS

Le stade atteint par la crise mondiale se traduit aujourd'hui de la même façon dans tous les Etats développés d'Europe occidentale comme aux Etats-Unis : par des taux d'inflation qui oscillent entre 12 et 20 %, par une nouvelle poussée de récession dont les Etats-Unis, locomotive de l'économie occidentale, donnent la mesure avec une chute de 2,5 % de leur production industrielle, par une extension considérable du chômage qui commence à atteindre même le coeur de l'industrie et amène au premier plan des préoccupations de la bourgeoisie la question sociale.

Dans ce tableau, si peu d'illusions subsistent au sein de la bourgeoisie elle-même que l'on voit le directeur du budget américain mettre publiquement en doute la capacité de son propre programme à redresser la situation.

Le moindre regard jeté au-delà des frontières permet de constater que tout gouvernement qu'il soit de droite ou de gauche, en est réduit à pratiquer la même politique impopulaire : réduction considérable des dépenses publiques et des budgets sociaux aussi bien avec les "modèles de droite" (Reagan et Thatcher) qu'avec les "modèles de gauche" (Schmidt) . Le gouvernement de centre-gauche italien dressant un sombre tableau de l'économie nationale lance un appel pour rassembler les "forces de la nation" et les inviter "aux sacrifices". "Les gens ont besoin de savoir la vérité : il faut de l'ordre et des sacrifices" pour sauver l'économie déclarent les libéraux en Belgique alors que la social-démocratie tient le même langage de vérité .

Les gouvernements frappent et préviennent qu'ils vont encore frapper plus fort, quel que soit le parti ou la coalition qui assument le pouvoir. Il est de plus en plus clair que ce ne sont pas les fractions politiques de la bourgeoisie qui déterminent les orientations de l'Etat mais inversement les impératifs de l'Etat qui commandent l'attitude des partis de la bourgeoisie qui le servent. Et partout, les Etats passent à la même offensive ouvertement anti-ouvrière.

■ La France avec la gauche au gouvernement aujourd'hui, n'échappe nullement à cette loi. Même si elle a eu le bénéfice de disposer jusqu'ici d'un peu plus de marge de manoeuvre à cause d'une situation économique moins catastrophique que certains de ses voisins. La gauche française a cru pouvoir utiliser ce court répit pour continuer à faire de l'esbrouffe. Mais, elle se retrouve aujourd'hui devant les mêmes nécessités d'imposer une attaque plus directe et frontale contre la classe ouvrière.

L'époque des tergiversations et des temporisations touche à sa fin. Les discours mensongers qu'elle dispense depuis 6 mois la placent en mauvaise posture pour imposer de telles mesures. De plus en plus nettement apparaît la contradiction manifeste entre ce que dit la gauche et ce qu'elle fait réellement. Mais ceci n'est encore rien par rapport à ce qu'elle va devoir faire. Cela ne peut entrainer une usure rapide du crédit qu'il lui reste, ce qui ne va pas manquer d'être lourd de conséquences pour l'ensemble de la bourgeoisie.

(SUITE PAGE 2)

sommaire

LES "DIVISIONS" SYNDICALES POUR LE CONTROLE DES LUTTES p.3

LE PROLETARIAT N'EST PAS EMBRIGADE p.4

COMMENT IL EST UN FREIN A LA GUERRE p.5

LA BOURGEOISIE NE LUTTE PAS CONTRE LE CHOMAGE MAIS CONTRE LES CHOMEURS p.6

LE MYTHE DE "L'ARISTOCRATIE OUVRIERE" . p.8

LA GAUCHE FACE AUX OUVRIERS

(SUITE DE LA PAGE 1)

des mensonges...

"Nous sommes là pour rétablir une politique de croissance et d'emplois mais donnez-nous du temps", affirmait Mauroy en présentant son équipe ministérielle.

En 6 mois de gouvernement, la gauche française aura atteint le plus tangible de ses objectifs : gagner du temps.

Mais les trésors de séduction qu'elle s'est ingéniée à déployer (suppression de la cour de Sureté de l'Etat, abolition de la peine de mort, autorisation des radios libres, ouverture d'une campagne d'information sur la contraception, doublement du budget du ministère de la Culture...) ne peuvent se révéler bien vite que pour ce qu'ils sont : de la poudre aux yeux. Le succès de tels artifices qui ne donnent pas de pain alors que le besoin de pain se fait de plus en plus pressant, ne saurait être durable.

Quant à ce qu'il advient du "combat" que la gauche a revendiqué contre l'inflation et le chômage, contre ce qui, selon les sondages, représente la préoccupation majeure avouée par plus de 70% de la population, les chiffres et les statistiques parlent d'eux-mêmes.

En octobre, le cap officiel de 2 millions de chômeurs a été dépassé, sans compter évidemment tous les jeunes qui se retrouvent sans emploi sur le marché du travail, sans compter non plus toutes les formes de chômage déguisé qui vont des lock-out temporaires aux mises à la retraite anticipée. Les chiffres font apparaître 500 000 chômeurs de plus qu'il y a 12 mois alors que le passage du million de sans-emploi à un demi-million supplémentaire s'était auparavant effectué sur une période de 34 mois.

C'est de plus en plus directement le coeur de la classe ouvrière qui est frappé par ce chômage : si toutes les catégories de travailleurs sont touchées par une augmentation d'au moins 30 % du nombre de chômeurs en un an, cette augmentation dépasse les 50 % chez les ouvriers qualifiés.

Le taux d'inflation, là encore officiel, atteint 14 % en un an (contre 12 % l'an passé) mais décrit une courbe à 17 % pour l'exercice des 3 derniers mois.

Un autre sondage récent -publié par le Journal du Dimanche du 8.11.81- sur la popularité des mesures politiques et sociales du gouvernement faisait ressortir un indice de satisfaction de 53 % mais assorti de cette réserve : sauf en ce qui concerne la politique contre l'inflation et le chômage.

Si, pour le budget 82, le gouvernement a pu sacrifier à une politique d'important déficit budgetaire (plus de 95 milliards) qui prétend stimuler un effort de relance, d'investissements ou de subventions, en poursuivant une recette où le gouvernement précédent s'était surtout engagé sous la pression d'une délicate période électorale, cette politique d'une part s'est déjà signalée par de cruels échecs dans les années 70, c'est-à-dire dans une situation bien moins grave qu'aujourd'hui, tant en RFA qu'aux USA en ne faisant que relancer... l'inflation et d'autre part ne peut être durablement suivie sous peine d'amener à brève échéance l'Etat au bord de la banqueroute.

Dans toute la période pré-electorale, on a assisté à une propagande en faveur de la relance "d'une consommation populaire". Plus question de cela aujourd'hui où il est manifeste que les salaires suivent de moins en moins l'augmentation du coût de la vie.

Toutes les mesures "sociales" du gouvernement sont des faux-semblants quand elles ne vont pas dans le sens opposé à ce qu'il prétend :

- on menace de mesures de rétorsion économique ou fiscale les chefs d'entreprise licenciant du personnel mais on se prépare à "rationaliser" par des plans de licenciements massifs à l'échelle européenne des secteurs qui entretiennent les plus importantes concentrations ouvrières (sidérurgie, automobile, électro-chimie...). Non seulement, l'aggravation du chômage ne sera pas freiné mais c'est une généralisation sans précédent du chômage que la bourgeoisie et l'Etat nous préparent pour les mois qui viennent (voir dans ce numéro l'article : "l'Etat ne combat pas le chômage mais les chômeurs");
- d'un intense battage sur les 35 heures, on arrive à une loi-cadre sur 39 heures qui perd m^em tout sens réel quand on sait qu'elle prévoit des aménagements laissés à l'appréciation de conventions collectives négociées secteur par secteur ;
- l'abrogation des lois Stoléru contre les immigrés n'ont en rien assuré une défense de ceux-ci mais ont précipité le licenciement de milliers d'entres eux parce que leur patron ont refusé de légaliser leur embauche et les ont laissé sans ressource, sans autre choix que "le retour au pays" ou la misère la plus noire tandis que reste suspendue sur leur tête la menace d'expulsion immédiate en cas de "trouble de l'ordre public" ;
- de la réforme de la Sécurité Sociale et des mesures pour combler son déficit, on n'a vu réapparaitre que le 1% de cotisation supplémentaire pour chaque salarié que déjà le gouvernement Barre avait adopté puis retiré l'an dernier avant son application à cause de la conjoncture pré-électorale.



Deferre exhibant la nouvelle panoplie de la police. Fiterman menaçant les grévistes. L'attitude de la gauche en face des grèves est claire. A un journaliste qui lui demande s'il envisage "un recours à la force" contre les grévistes de la RATP, de la SNCF et d'Air France, Fiterman répond : je dois veiller aux besoins des usagers. Dans la réalisation de cette tâche, je serai toujours prêt à prendre toutes mes responsabilités". (Fiterman, PC, cité par "Libération"du 28-10-81).

La déclaration de Fiterman a immédiatement provoqué un écho complice du RPR : "je vous félicite de votre rigueur avec les grévistes. Je veux vous dire que vous savez prendre les grévistes en main. Continuez, nous serons derrière vous." (R.A.Vivien, RPR, cité par "Libération" du 9-11-81)

- le rapport sur "les droits des travailleurs dans l'entreprise", annoncé comme devant introduire "un bouleversement des rapports sociaux", se réduit à une vulgaire entreprise de renforcement du contrôle syndical dirigé en fait contre...les travailleurs et l'autonomie de leurs luttes ;

- les mesures de nationalisation de quelques grands groupes industriels et bancaires qui se trouvaient déjà être sous le contrôle de l'Etat ont fait l'objet d'une tapageuse publicité alors que l'on a l'expérience que les entreprises nationalisées ne sont ni davantage créatrices d'emplois, ni ne garantissent de meilleurs salaires que d'autres, ni même ne renvoient d'images de meilleure résistance à la crise. En Grande-Bretagne, pays occidental où on a l'étatisation la plus forte de l'économie, on a aussi le plus fort taux de chômage ;

- "l'impôt sur la fortune" où le gouvernement n'a pu échapper au ridicule en affichant son souci de sauver les oeuvres d'art et les millions qui y sont investis, bien que présenté comme une mesure sociale, traduit bien les efforts de l'Etat pour regonfler ses caisses mais n'amène rien de plus dans les poches des salariés ;

- la mise en place d'une décentralisation des décisions administratives ne signifie nullement un relâchement du contrôle de l'Etat mais un renforcement de celui-ci tout en signifiant à chaque instance locale ou régionale : "débrouillez-vous avec vos problèmes particuliers et avec vos chômeurs !"

...à la vérité

De fait, si l'on en retire les discours, la politique de la gauche au pouvoir se trouve non seulement en totale continuité de celle du gouvernement précédent mais on y trouve la marque d'une accentuation des pratiques où se trouvent poussés tous les gouvernements en Europe occidentale.

Ainsi, dans le budget 82, on note une augmentation de 19,5 % pour la police nationale qui va recruter près de six mille policiers supplémentaires, ceci pour permettre, derrière le masque de la "démocratisation" de l'appareil policier et de la "sécurité des citoyens", la mise en place d'un meilleur encadrement permanent de la population dans les quartiers.

Sous couvert de combler les "retards pris" et de "parachever le programme de défense du gouvernement précédent", le budget de la Défense est augmenté de 17,6%, ce qui représente une augmentation sensiblement du même ordre que l'année précédente mais dans laquelle est incluse une modernisation du matériel classique et un renforcement notable de la défense nucléaire dont la construction d'un septième sous-marin nucléaire est le fleuron.

Un effort intensif est fait pour développer la vente d'armements tous azimuts : vente de 150 mirages à l'Inde, matériel de guerre livré notamment à l'Irak, à l'Argentine ainsi que dans toute l'Afrique !

A la suite de Giscard, Mitterrand s'est engagé à faire jouer à la France un rôle des plus actifs dans une stratégie globale de poussée des conflits inter-impérialistes.

On le voit lui aussi reprendre le rôle de protecteur de l'Afrique " face aux menées lybiennes" mais, en fait contre le bras de Moscou (notamment au Tchad où on assiste au retour massif de"conseillers" militaires français et à la livraison d'importants matériels de guerre)alors que le ministre "des Relations Extérieures" s'est fait au Moyen-Orient le zélé porte-parole du "plan de paix saoudien" que les Etats-Unis tentent d'imposer aux Etats arabes de la région et à l'OLP.

Sur tous les fronts, la gauche au pouvoir est amenée à dévoiler chaque jour davantage son vrai visage qui est celui de toutes les fractions de la bourgeoisie. La gauche est de moins en moins en mesure d'illusionner. Et c'est tant mieux. Rappelons-nous les promesses -bien lointaines aujourd'hui- du Programme Commun et de l'état de léthargie dans lequel ses belles paroles avaient réussi à plonger le prolétariat; c'est à la seule condition de la prise de conscience claire de qui sont ses ennemis , de qui défend l'ordre bourgeois, que la classe ouvrière pourra être en mesure de les combattre.

Y.D.

lisez la Revue Internationale 27

.UN AN DE LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE

.LUTTE DE CLASSE EN EUROPE DE L'EST (1920-1970)

. NOTES SUR LA GREVE DE MASSE

. CRITIQUE DE"LENINE PHILOSOPHE) DE PANNEKOEK (internationalisme 48)

. CONTRE LA GUERRE PEROU EQUATEUR (correspondance internationale)

et nos brochures



LES SYNDICATS CONTRE LA MONTEE DES LUTTES

■ La SNCF, les agences pour l'emploi, Renault, Peugeot, les Caisses d'Epargne, la CGE et bien d'autres : autant d'entreprises, privées ou nationalisées, d'administrations ou d'usines où dans les ateliers, sur les chaînes de montage, dans les bureaux, derrière les guichets, des grèves ont récemment exprimé un "ras le bol" des conditions de vie et de travail. Ce sont autant d'expressions de refus face à de continuelles menaces de lock-out ou de licenciements, devant le relèvement des "normes" de productivité comme face à la dégradation générale des conditions de vie, couverts par des discours lénifiants ou autoritaires qui reviennent toujours. Que ce soit dans la bouche des porte-paroles de l'Etat ou celle des dirigeants d'entreprises, chez les contremaitres comme chez les chefs de service , c'est toujours la même exigence, la même justification de plus "d'efforts" de "sacrifices", d'"abnégation", de "patience".

Depuis le passage de la gauche au gouvernement, il n'y a plus de force politique conséquente apparaissant comme "oppositionnelle" au pouvoir, capable de canaliser les colères du prolétariat, de faire écran entre lui et l'ensemble de ses ennemis de classe . Force est de suppléer à cette défaillance majeure de l'encadrement politique de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Mais cela s'avère d'autant plus difficile que chacun des deux principaux syndicats à qui incombe cette tâche apparaît comme étroitement lié à une force politique assumant le pouvoir : la CFDT au PS et la CGT au PC.

quand les syndicats apparaissent divisés

Dans le secteur public, d'une manière générale, la CGT est toujours plus prompte à reconnaitre le caractère positif des propositions de la direction, quitte à se rétracter ensuite devant la réprobation de la base (Renault-Billancourt) . A Renault-Sandouville, après avoir réussi à faire reprendre le travail, elle a dû s'adapter à la colère en poussant à une nouvelle grève une semaine après devant la non-réintégration de certains travailleurs licenciés.

La rancoeur des ouvriers conscients de reprendre le travail en n'ayant rien obtenu que des promesses est alors savamment exploitée par la CFDT et parfois, comme à la fin du conflit à Sandouville, la reprise s'effectue dans un concert d'invectives entre partisans et adversaires de la poursuite de la grève, dans la désunion totale... beaucoup moins entre les syndicats qui l'ont cultivée qu'entre les ouvriers. Lorsque des travailleurs, tels les cheminots de Villeneuve-StGeorges, entendent mal la raison d'Etat (maintenant de gauche) ou s'en moquent carrément, il est alors indispensable à la bourgeoisie qu'ils apparaissent comme étant manipulés en sous mains par des "saboteurs" qui veulent jeter le discrédit sur les entreprises nationalisées.

La CFDT , face à la dénonciation, tout au moins au freinage des grèves par la CGT dans le secteur public ou nationalisé, trouve l'opportunité de présenter une image plus radicale -c'est à dire plus distante du pouvoir- à peu de frais.

Dans le secteur privé, les rôles sont inversés. Ici, nous voyons une CGT radicale et jusqu'auboutiste s'opposer sur le terrain à une CFDT tenant le langage de la modération et du dialogue social, soucieuse d'éviter une paralysie économique par la multiplication des conflits sociaux. Les ouvriers sont invités à prendre parti, là encore, pour un faux radicalisme ou pour le dialogue social.

Dans les entreprises, lorsque la fin d'une occupation est votée, on voit à maintes reprises la CGT qui s'oppose à la reprise du travail et qui entend "poursuivre la lutte et continuer l'occupation" (par exemple à l'entreprise Sauvagnat dans le Cantal, 143 licenciements en jeu).

Ces apparitions de tendances "dures" tantot au sein de la CFDT, tantôt au sein de la CGT, n'expriment nullement la poussée de bases syndicales ou d'union locales qui prendraient ainsi leurs distances face à leurs confédérations et au gouvernement à moins d'admettre l'hypothèse absurde que la"base cédétiste" serait plus "radicale" dans le secteur étatisé et que"la base cégétiste"serait par nature seulement combative dans le secteur privé.

Au contraire, ces oppositions de tendances sont l'expression d'une politique syndicale d'ensemble et sont tout à fait l'expression des difficultés que connait à l'heure actuelle la bourgeoisie pour déployer face à la classe ouvrière un encadrement syndical conséquent.

quand la division syndicale n'est plus nécessaire

A Sochaux, chez Peugeot, l'encadrement et le flicage des ouvriers sont assurés essentiellement par des "syndicats-maison" réputés "jaunes"; ceci fait d'ailleurs depuis longtemps hurler d'indignation les syndicalistes bon-teint et les gauchistes. Ces hurlements peuvent redoubler d'intensité dans les circonstances actuelles alors qu'il est question d'augmenter les cadences pour faire face à une commande ponctuelle, des licenciements massifs étant prévus d'ici quelques mois, une fois la commande acquittée.

Alors que la grève est votée, CGT et CFDT mettent l'accent sur la lutte pour la"démocratie" dans cette entreprise ségrégative à l'encontre des "véritables syndicats ouvriers" qui n'hésitent pas pour le coup à s'autoqualifier de "révolutionnaires" (dixit l'Union Parisienne de la métallurgie CFDT dans une interview au "Monde" du 11/10/81).

On voit alors CGT et CFDT, main dans la main, mettre en avant "de véritables droits syndicaux" dans l'entreprise et passer ainsi sous la table l'opposition ouvrière aux cadences insupportables.

les tactiques communes contre la classe ouvrière

"Le patronat ne joue pas le jeu !"
"C'est la faute de nos directeurs qui sont ceux que le gouvernement précédent avait installés à sa solde".

Ces discours abondamment utilisés par les syndicats sont des relais efficaces des discours du gouvernement Mauroy qui se heurte "à l'incompréhension", à la mauvaise volonté des chefs d'entreprises ou de simples échos de l'appareil des partis politiques qui vont dans le sens des discours de Quilès au Congrès de Valence du PS ou du PC qui placent au premier plan, comme les gauchistes, des revendications du type "il faut faire tomber des têtes".

On entend alors que"les patrons sabotent l'économie nationale (a-t-on jamais vu un patron saborder ainsi ses intérêts et sa raison d'être !).

Et on assiste à de multiples séquestrations de cadres et de patrons dues à des initiatives syndicales qui n'ont d'autre objectif que de polariser les ouvriers sur les problèmes de "leur" entreprise, la remise en cause de "leur" patron, de défouler le mécontentement en faisant croire qu'ils s'engagent ainsi dans une "étape supérieure" de la lutte de classe.

Quand les prolétaires, écoeurés, refusent de suivre les orientations de la gauche et les "actions" syndicales, lorsque les ouvriers commencent consciemment à se défier ouvertement de la gauche et des syndicats et refusent de suivre des arrêts de travail d'une, deux ou quatre heures, "journées d'action" dont ils ont éprouvé toute la stérilité, les syndicats parlent de "manque de combativité de la classe".

Il faut éviter à tout prix que les ouvriers remettent directement en cause l'ensemble de la société capitaliste et l'appareil d'Etat, voilà ce à quoi s'attachent les syndicats.

P.K.

la bourgeoisie craint la lutte de classe pas la guerre

(SUITE DE LA PAGE 1)

Ainsi les déclarations pacifistes avant les guerres ont toujours été suivies de déclarations du style de celle de la social démocratie avant 1914 au moment de la guerre.

"Maintenant nous nous trouvons devant la réalité brutale de la guerre. Les affres d'une invasion ennemie nous menacent. Nous n'avons pas aujourd'hui à trancher pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens requis en vue de la défense du pays... Il s'agit de garantir la civilisation et l'indépendance de notre pays. Nous appliquons un principe sur lequel nous avons toujours insisté : à l'heure du danger, nous n' abandonnons pas notre propre patrie." (cité par Rosa Luxembourg, dans "la crise de la social-démocratie allemande)

Nous ne pourrions être plus clairs que Rosa Luxembourg elle-même qui commentait cette déclaration en disant:

"Ce n'est d'ailleurs pas Bismarck qui inventa ce moyen de fabriquer une guerre uniquement en la camouflant en une "défense de la patrie menacée". Il ne faisait qu'appliquer, avec l'absence de scrupules qui lui était propre, une vieille recette de la politique bourgeoise, largement répandue et valant pour tous les pays.

Car, depuis que l'opinion dite publique joue un rôle dans les calculs des gouvernements, y a-t-il jamais eu une guerre où chaque parti belligérant n'ait pas tiré l'épée du fourreau d'un coeur lourd, uniquement pour la défense de la patrie et de sa propre cause juste, devant l'invasion indigne de son adversaire? Cette légende appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb. Le jeu est ancien; le seul élement nouveau, c'est qu'un parti social démocrate ait pris part à ce jeu." (idem,op.cit.)

Vouloir lutter et s'opposer aux guerres sans lutter contre les causes à la même efficacité que d'aller prier à l'église pour que le bon dieu nous préserve du cauchemar d'une troisième guerre mondiale. Tout ce qu'on peut gagner, c'est la promesse d'être béni au moment du massacre.

Pendant que la gauche invite à de grandes protestations de foi pacifistes, invite dans ses manifestations ennuyeuses à égréner plaintivement des chapelets de lamentations craintives, le reste de la bourgeoisie peut tranquillement déployer son dispositif militaire et accumuler les bombes.

Dans aucune de ses manifestations ou déclarations "pacifistes" la social-démocratie et la gauche ne dénoncent les fondements objectifs d'où surgissent les guerres, à aucun moment les rapports entre la crise et la guerre ne sont mis en avant.

Pourtant il apparait de plus en plus clairement à la conscience de tous que la crise contient la guerre, que l'approfondissement de la crise se double d'une préparation accélérée de la guerre.

Cette conscience que l'ont ne peut régler les problèmes de la guerre sans régler ceux de la crise économique mondiale ne peut dans son développement qu'aboutir à une remise en cause directe et pratique des racines du mal, le capitalisme et la logique qui le fonde:

-division de l'humanité en nations concurrentes.

-production non en fonction des besoins humains mais en fonction du profit, et de l'échange marchand.

-exploitation du travail par l'esclavage du travail salarié.

Dans la situation mondiale actuelle où ce que déclarait une gréviste des chantiers de Gdansk en Pologne : *"tu sais les ouvriers ont beaucoup changé depuis la guerre. Aujourd'hui, ce sont des jeunes, ils ont étudié, ils connaissent l'histoire, leur travail. Ils veulent vivre. ("Scènes de Grèves en Pologne")* est le fait de la classe ouvrière internationale, les tenants de l'ordre craignent par dessus tout que l'approfondissement de la crise lié au développement du danger de guerre ne débouche sur des révoltes générales remettant directement en cause le système.

Ce n'est pas un hasard si la gauche tente de mobiliser les populations d'Europe derrière elle au moment où la crise économique touche le coeur même du capitalisme, quand ce sont des économies telles que celles des USA et de la RFA, "locomotives" de l'économie mondiale qui plongent dans la récession.

Quand les conséquences de la crise économique ne peuvent plus être reportées sur les économies les plus faibles, quand au sein des économies les plus développées, les effets de la crise ne peuvent plus être reportés pour la plus grande part sur certaines couches ouvrières comme les travailleurs immigrés et la jeunesse ouvrière, quand le coeur même de la production et de la classe ouvrière ne peut plus être relativement tenu à l'écart des conséquences de la crise économique mondiale, alors le danger de la lutte de classe, le danger de la lutte internationale du prolétariat au delà des catégories, des corporations, des nations, prend toute son ampleur.

Le développement de la crise dans les pays développés fait aujourd'hui de ceux-ci la plaque tournante, le centre de gravité de la lutte de classe internationale.

Ce n'est pas le spectre de la guerre qui hante la bourgeoisie, mais celui de la révolution.

Malgré toutes leurs horreurs, leurs destructions immenses, les guerres font moins peur à la bourgeoisie que la lutte de classe.La bourgeoisie vit la guerre comme une nécessité et c'est pour elle l'occasion et la nécessité d'un immense "nettoyage" ne remettant pas en question son système. La lutte de classe remet elle totalement en cause les fondements sur lesquels s'appuie sa domination.

C'est en fait au nom de toute la bourgeoisie que le "social démocrate" Noske déclarait, après avoir envoyé au massacre de la première guerre mondiale la classe ouvrière : *"je hais profondément la révolution et s'il faut un chien sanglant je serai celui-là."*

C'est ce qu'il fit.

Alors que la crise mondiale franchit un pas qualitatif nécessitant un pas qualitatif de la lutte de classe, en finissant avec la traversée du désert des années 70, la gauche s'est donné pour tâche de désamorcer la bombe sociale que constitue l'unité entre le développement de la crise dans les pays développés et les dangers de guerre qui en résultent.

C'est cela qui constitue le fondement et la raison d'être des campagnes pacifistes aujourd'hui.

M.Prénat.

LA PERSPECTIVE C'EST LA REVOLUTION...

nous ne sommes ni en 1914 ni en 1939

Une guerre mondiale est le résultat d'un processus historique et mondial. La capacité de la bourgeoisie de se lancer dans un conflit mondial dépend du rapport de force historique qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Comprendre la situation aujourd'hui ne peut se faire que sous ce double aspect historique et mondial. La crise économique, la course aux armements, les campagnes idéologiques intenses et l'instabilité sociale sont autant de facteurs qui rappellent les périodes qui ont précédé les deux guerres impérialistes mondiales que l'humanité a subies avec ce siècle. Pourtant aujourd'hui la situation est bien différente. Pourquoi ?

Cette différence ne tient pas (voir article : le seul frein à la guerre) dans la situation de la bourgeoisie face à la crise économique, ni dans la course aux armements, cette différence réside dans la situation du prolétariat.

Avant 1914, le prolétariat a à faire face à une situation historiquement nouvelle : l'entrée du capitalisme dans sa décadence. Les syndicats et les partis de masses qu'il avait difficilement formés au cours du 19ème siècle passent avec arme et bagage dans le camp bourgeois. La classe dominante dispose alors d'une force d'encadrement toute neuve, bien organisée et crédible pour les ouvriers : la social-démocratie. En trahissant le prolétariat elle va l'entrainer dans le massacre de la 1ère guerre mondiale. Le prolétariat est déboussolé. Tout ce qui avait constitué les objectifs de sa lutte pendant des années : lutte pour la reconnaissance des syndicats, pour la participation aux élections, pour la représentation au parlement, lutte pour des réformes, tout le programme minimum deviennent caduques avec la nouvelle période. Mais si le prolétariat est déboussolé, s'il se trouve idéologiquement affaibli, il n'est pas physiquement écrasé. Son affaiblissement idéologique est lié à la nouveauté de la période historique qui s'ouvrait et où les armes du prolétariat durant des décennies se retournaient contre lui : syndicalisme, parlementarisme, électoralisme, caution aux fractions progressistes de la bourgeoisie etc.. C'est cet affaiblissement qui va permettre à la social-démocratie traître après avoir démoralisé et immobilisé les ouvriers derrière la bannière du pacifisme (voir article en 1ère page), d'entraîner les prolétaires à s'entremassacrer dans la guerre impérialiste. Mais parce qu'il n'est pas physiquement écrasé, sa faiblesse idéologique est provisoire, la révolution russe en 1917 marque la réaction révolutionnaire du prolétariat. Après 3 années de guerre le prolétariat réagit face aux illusions qui l'ont mené au cauchemar des tranchées. Plus jamais le prolétariat ne pourra repartir dans une guerre impérialiste mondiale avec l'euphorie qui fut celle de 1914, il sait dorénavant ce qu'est une guerre mondiale, une boucherie. Cela sera vrai en 1939.

Avant 1939, la situation est bien pire. La vague révolutionnaire qui commence en 1917 a été écrasée dans les années 20. Là où l'écrasement est le plus fort, c'est là où le prolétariat avait été le plus combatif (Russie, Allemagne). Dans ces pays la bourgeoisie n'a même pas besoin de masque démocratique pour mystifier les ouvriers, ce sont des Etats ouvertement totalitaires qui se sont installés (nazisme, stalinisme...). Par contre dans les pays qui étaient sortis "vainqueurs" de la 1ère guerre mondiale, là où le prolétariat illusionné par la victoire avait lutté plus faiblement il n'avait pas été non plus physiquement écrasé mais profondément affaibli idéologiquement. La bourgeoisie doit mettre en place et utiliser tout un arsenal démocratique pour entrainer de nouveau le prolétariat dans une guerre mondiale. C'est à la fraction de gauche de l'appareil politique de l'Etat bourgeois (parti socialiste, parti communiste, syndicats, etc.) que revient plus spécifiquement la responsabilité du contrôle et de l'encadrement du prolétariat. Le New-Deal aux USA et le Front Populaire en France sont deux facettes d'une même politique dont le but est d'entrainer le prolétariat dans la guerre. L'anti-fascisme a été l'alibi moral pour entrainer les ouvriers à défendre les intérêts du capital national et à crever pour lui et seule la gauche parce qu'elle se cache derrière un langage "ouvrier" peut obtenir ce résultat. C'est la raison générale de la présence de la gauche dans tous les gouvernements de guerre. En France : Union nationale de 1914, Front Populaire, Résistance, Union nationale de 45 à 47, SFIO au pouvoir pour la guerre d'Algérie comme aux USA par exemple ou le Parti Démocrate et son appareil syndical est au pouvoir durant la guerre de 14-18, de 39-45, de Corée et du Vietnam.

Piquets de grève à la porte d'une usine en août 80, en Pologne.

Le processus de divorce entre l'Etat et la société civile est à l'oeuvre. Ce qui est contenu dans ce divorce, c'est la dynamique de la dualité du pouvoir et la révolution prolétarienne.

Dans les années 30, le prolétariat mondial ne s'est pas relevé de l'écrasement physique des années 20 et est encore prisonnier des illusions démocratiques véhiculées par la gauche. C'est un prolétariat extrêmement faible qui même si localement peut faire preuve de combativité, fondamentalement, au niveau mondial est très faible et incapable de s'opposer à la marche de la bourgesoisie vers la guerre mondiale. L'écrasement qu'il a subi dans les années 20, détermine sa faiblesse idéologique qui a déterminé son écrasement. Les ouvriers en Espagne qui manifestent une combativité très forte, parce qu'ils se retrouvent complètement isolés sur le plan mondial où le prolétariat est déjà battu, vont tomber dans l'horreur d'une guerre qui annonce la guerre mondiale qui se prépare, emportés dans le mirage de l'anti-fascisme. En France, la fameuse grève de 1936, que la gauche pose aujourd'hui encore en exemple, est surtout un exemple de la faiblesse du prolétariat, le contrôle de la bourgeoisie en sort renforcé grace aux illusions sur la gauche au pouvoir et au renforcement du contrôle syndical. C'est un prolétariat écrasé, démoralisé incapable de réagir qui en 1939 sombre dans la guerre. Mais là il n'y a plus l'enthousiasme et les illusions de 14, c'est la résignation, la démoralisation, le prolétariat n'a plus beaucoup de force à opposer à la bourgeoisie. Il est vaincu. Dans les années 30 la bourgeoisie va à la guerre sans réelle opposition. L'alternative guerre ou révolution n'apparait pas parce que le prolétariat est à ce moment incapable de réellement lutter. C'est pour cela que la bourgeoisie peut poser la fausse alternative : démocratie ou totalitarisme, l'anti-fascisme, l'idéologie de la guerre qui va servir d'alibi au grand massacre. Avec la 2ème guerre mondiale le prolétariat sombre au plus profond de la contre-révolution.

Aujourd'hui, la situation est bien différente de celles qui ont précédé les deux guerres mondiales de ce siècle. La génération de prolétaires qui arrive sur la scène de l'histoire n'a pas connu l'échec comme celle des années 30 marquées par l'échec révolutionnaire des années 20. Depuis la reprise des luttes à la fin des années 60, le prolétariat a montré sa combativité dans tous les pays du monde, à l'Est comme à l'Ouest, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés. Dans aucune concentration prolétarienne aujourd'hui la bourgeoisie ne peut être certaine de son contrôle. 70 ans de décadence capitaliste sont passés par là pour montrer que la gauche lorsqu'elle est au pouvoir n'est pas différente de n'importe qu'elle autre fraction de la bourgeoisie. L'échec de la dynamique de la gauche au pouvoir dans les années 70 est l'expression de son incapacité à faire accepter l'austérité aux ouvriers, sans que ceux-ci réagissent en développant leurs luttes. Six mois après son arrivée au pouvoir le président Mitterrand apparait déjà dans la continuité de son prédecesseur de droite. Nulle adhésion massive du prolétariat au soutien du gouvernement de gauche comme en 36, cela n'est plus possible aujourd'hui car le prolétariat se reconnait de moins en moins dans la gauche. Cela n'est pas seulement vrai en France mais partout dans le monde. Cela est démontré dans toutes les luttes significatives du prolétariat aujourd'hui qui toutes tentent de briser l'étreinte de l'encadrement syndical. L'emprise des illusions de gauche s'est usée parce que la bourgeoisie a eu a s'en servir. Le prolétariat parce qu'aujourd'hui il n'est pas résigné a réagi vivement au retour de la crise ouverte du capitalisme, a manifesté une forte combativité qui a obligé la bourgeoisie dans son ensemble (donc aussi la gauche) à se dévoiler. Le prolétariat commence à clairement distinguer ses ennemis. Les gouvernements de gauche ne sont pas parvenus à imposer l'austérité ces dernières années sans provoquer une riposte de classe. La Grande Bretagne est un bon exemple de l'incapacité d'un parti de gauche, le parti travailliste, à assurer en même-temps les responsabilités du gouvernement et donc imposer l'austérité et à la fois être capable de maintenir la paix sociale, c'est à dire faire accepter cette austérité aux ouvriers. Le gouvernement Mauroy en fait aujourd'hui l'expérience 6 mois à peine après être arrivé au pouvoir. On est loin des illusions et de l'enthousiasme qui ont présidé à l'arrivée du Front Populaire en 1936 en France. La capacité d'encadrement de la bourgeoisie sur le prolétariat s'affaiblit parce qu'aujourd'hui le prolétariat tend à perdre ses illusions, et cela parce qu'il lutte. La crise de la bourgeoisie sera de plus en plus la crise de son contrôle sur la classe ouvrière. Le procès de divorce entre l'Etat et la société civile est à l'oeuvre. Il va grandissant ; en reconnaissant ses ennemis, c'est à dire la bourgeoisie regroupée derrière l'Etat, en perdant ses illusions sur la gauche, en la confrontant dans la lutte, le prolétariat s'avance sur le chemin de son autonomie de classe. Ce qui est contenu dans ce divorce, c'est la dynamique vers la dualité de pouvoir et la révolution prolétarienne.

Ce processus est le contraire de celui d'une adhésion du prolétariat à la défense du capital national et de son Etat qui est absolument nécessaire à la bourgeoisie pour s'engager pleinement dans la guerre comme dans les années 30.

Ce processus est mondial, d'aucune concentration du prolétariat on peut dire aujourd'hui qu'elle est écrasée, contrairement à la situation des années 30. A l'Est comme à l'Ouest les luttes ouvrières s'insèrent dans une même dynamique : les luttes des ouvriers en Pologne ont fait plus pour clarifier la nature bourgeoise des régimes staliniens aux yeux des prolétaires du monde entier que des milliers de livres. Chaque lutte est un moment de la prise de conscience du prolétariat mondial, un encouragement à d'autres luttes. Partout le prolétariat lutte, non seulement dans les vieilles concentrations prolétariennes mais aussi dans tous les pays sous-développés. Jamais ce phénomène n'a été aussi mondial.

La classe ouvrière mondiale n'est pas prête à accepter de se serrer la ceinture avec le sourire, que ce soit un gouvernement de gauche ou de droite qui le lui demande, dans ces conditions on peut augurer de ses sentiments vis-à-vis de la guerre qui impliquent autrement plus de sacrifices, jusqu'au don de sa vie pour la patrie.

La bourgeoisie bien sûr ne prétend jamais faire la guerre pour des raisons économiques, elle doit avancer masquée derrière les étendards de l'humanisme. (1) L'anti-fascisme a été le grand alibi du bloc occidental et de l'URSS pour entrainer le prolétariat dans la 2ème guerre mondiale. Ces dernières années la bourgeoisie a tenté de récidiver avec l'idéologie des droits de l'homme, alibi du bloc occidental contre l'URSS.

Jusqu'à présent on ne peut que constater l'échec d'une campagne intensive menée au travers de tous les médias dans le monde entier. Les sentiments bellicistes de la population sont aujourd'hui bien timorés, un récent sondage en France (IRES, le Quotidien de Paris du 10.11.81) montrait qu'en cas d'invasion du territoire 11 % des gens interrogés préferaient s'adapter au régime de l'envahisseur, 39 % préferaient s'exiler et 32 % combattre dans la clandestinité (on sait ce que cela veut dire). La décomposition rapide de l'armée russe en Afghanistan, comme celle il y a quelques années de l'armée américaine au Viêtnam montre où en est le moral des troupes. Des dizaines d'années de guerres permanentes entre les deux blocs impérialistes qui se font face aujourd'hui rendent peu crédibles les revendications humanistes et morales des deux adversaires. Les désillusions qui ont suivi la guerre du Viêtnam ont amplement montré à quels niveaux les deux blocs pouvaient rivaliser dans l'horreur. Aujourd'hui l'idée est plus claire que jamais que derrière le "progressisme" du bloc russe et l'"humanisme" du bloc occidental se cache avec des moyens différents une même barbarie, celle du capital. L'idéologie des droits de l'homme est un échec parce que tout le monde sait que la dignité humaine est tout aussi bafouée à l'Est qu'à l'Ouest. Il est de plus en plus difficile à la bourgeoisie de masquer la sinistre réalité de son existence.

Dans un monde où les médias nous montrent l'aspect mondial de la crise, la barbarie mondiale du capital, il est de plus en plus difficile de trouver un alibi capable de justifier tant de misère et de carnages.. Dans un monde où n'importe quel satellite peut envoyer une photo de la planète les frontières apparaissent comme des anachronismes qu'il est de plus en plus difficiles de justifier. Dans ce monde où les forces productives, le développement technologique notamment montrent l'absurdité et l'étroitesse des rapports de production capitaliste, la principale de ces forces productives, le prolétariat, parcequ'il lutte est de plus en plus capable de comprendre la dimension mondiale et historique de sa lutte. La terre est devenue un village.

Nous ne sommes pas en 36, le prolétariat mondial n'est pas embrigadé dans la guerre, parce qu'il n'est pas embrigadé par la gauche. Le danger de guerre existe parce que le capitalisme existe, c'est un danger réel qu'il ne faut pas sous-estimer. Mais aujourd'hui le chemin vers la guerre n'est pas ouvert, il est barré par le prolétariat. La bourgeoisie devra affronter le prolétariat avant de pouvoir envisager de régler ses propres comptes dans la guerre impérialiste généralisée. De cet affrontement dépend l'avenir de l'humanité. La dynamique appartient aujourd'hui au prolétariat, à lui de la concrétiser par la révolution communiste mondiale.

REVOLUTION OU GUERRE, VIE OU MORT.

J.J.

(1) Hitler disait : "L'Allemagne doit exporter, ou mourir" (Voir article ci-contre)

...seule la lutte de classe empêche une troisième guerre mondiale

La guerre nait des contradictions du sytème de production actuel. A la fin de la première et à la veille de la seconde guerre mondiale, on disait qu'une nouvelle guerre était impossible à cause de la puissance des nouvelles armes: aviation, bombardiers, gaz, sou-marins, chars... Ni les "forces de dissuasion" ni la perspective d'un anéantissement total de l'humanité n'arrêteraient la bourgeoisie dans le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, même nucléaire. La seule chose qui retient les classes dominantes, c'est qu'elles doivent être sûres d'encadrer un minimum les exploités, pour imposer une orientation de la société ENCORE PLUS guerrière : la guerre suppose que TOUTE LA VIE SOCIALE SOIT CONCENTREE DANS L'EFFORT DE GUERRE. Pour le moment, la bourgeoisie ne parvient pas à impoeer cette orientation comme elle le voudrait, au rythme où elle le voudrait, et surtout ne trouve pas de justification à la guerre qui lui assurerait la soumission des exploités. Face à la logique capitaliste, une autre logique se dessine : celle de la classe ouvrière, celle de la révolution.

la guerre: logique de l'organisation sociale actuelle

■ Indépendamment de la volonté subjective des gouvernants de ce monde, la guerre mondiale est engendrée par les contradictions internes du capitalisme. Si une guerre atomique a été possible en 45, ce n'est pas à cause d'un fou qui s'est soudain pris d'envie "d'appuyer sur le bouton"

Tout le système économique actuel est orienté vers la guerre.

La part de l'activité sociale consacrée à la création de moyens de destruction ne cesse de croître.

Tous les Etats ont de tous temps produit des armes. Mais la proportion investie dans ce secteur est aujourd'hui démesurément grande par rapport à toute autre époque.

Cette production d'armes, elle n'a pas pour but essentiel de "faire tourner des usines" ou de "dissuader de la guerre" : l'économie de guerre est déterminée par la nécessité pour le capitalisme de survivre par les guerres.

Pour survivre, une entreprise capitaliste doit vendre. Pour s'accaparer des marchés, les entreprises se soudent en nations. A leur tour, ces nations doivent, comme le disaient Hitler et Roosevelt : "exporter ou mourir". Mais quand l'ensemble du monde est déjà partagé entre les nations, il faut, par la guerre, qu'une nation prenne ses marchés à une autre. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les nations ont dû tisser des liens de bloc pour s'assurer de la répartition du marché mondial. Depuis 1945, les deux blocs de l'Ouest et de l'Est se partagent le marché. Marché inéquitablement répartis puisque le bloc de l'Est est condamné à l'asphyxie, n'accédant pas aux principales concentrations de richesses. Dans les pays de l'Est, toute la production est orientée vers l'effort de guerre, produisant famine, marché noir et intensification de la production vers certains secteurs. Dans les pays du bloc de l'Ouest, un amoncellement incroyable de moyens de produire, de marchandises invendues. Les usines ferment. Et là aussi, l'orientation de la société vers l'intensification de la production d'armement s'accélère encore. A cette contradiction entre le développement des forces productives et l'étroitesse du marché ne peut répondre, sur le terrain du capitalisme, que la guerre.

La guerre est devenue de plus en plus permanente avec l'évolution de ce siècle. Mais à certains moments, les guerres locales ne suffisent plus. Il faut des marchés plus importants : il a fallu ainsi une première, puis une deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui la situation de crise aigue aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est crée une contradiction qui pousse les grandes puissances à se tourner vers les pays européens, et donc vers la guerre mondiale.

L'économie s'enfonce plus lentement qu'en 1929 dans sa crise catastrophique. Mais tous les palliatifs qui ont été trouvés durant le dernier demi-siècle pour la maintenir en vie, ont été utilisés au moins depuis 1945 et ont, pour la plus grande partie, perdu de leur efficacité. L'étatisation de l'économie, les tentatives de relance de la production par les commandes publiques, par des investissements improductifs comme l'armement ne sont plus en mesure de contrecarrer la récession, l'inflation et le chômage. Le marché mondial est sursaturé et la bourgeoisie ne peut "résoudre" ce problème que par une destruction massive. La guerre est la seule issue.

Mais ce n'est qu'une tendance. C'est à dire que d'une part elle se manifeste bien avant un déclenchement de la guerre mondiale, et que d'autre part, avant d'aboutir à sa conclusion ultime, elle peut être contrecarrée par d'autres forces.

"L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus rapide et le plus sûr d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase ultime du capitalisme une période de catastrophes." (Rosa Luxembourg, "L'accumulation du capital" II)

la guerre imperialiste necessite une mobilisation de toute l'economie, et de toute la population

Les guerres ont toujours imposé des famines aux populations. Et toujours, la classe qui était à l'initiative de la guerre, seigneurs ou bourgeois, ont dû compter sur une mobilisation idéologique de la population, que ce soit la foi des guerres saintes ou la défense de la "république" de Napoléon.

Ce n'est pas la guerre atomique qui supprime ce fait. Au contraire. Jamais aucune guerre n'a demandé une telle mobilisation de l'ensemble des moyens de production, de l'appareil tout entier: agriculture, industrie, organisation sociale, tout est établi en fonction d'une nécessité : la guerre. Et la guerre ne nécessite pas seulement des chaussures, des fusils et des canons, comme aux temps de Napoléon, mais tout un réseau de communications, d'énergie, de matières premières vers le développement de machines de guerre incroyablement perfectionnées. Laboratoires, transports, usines, bureaux : c'est toute la société qu'il faut militariser.

La guerre atomique, ce n'est pas seulement un bouton rouge, mais une formidable machine qu'il faut faire tourner. En 1914, la guerre était encore, essentiellement une guerre de position sur les tranchées. En 39-45, l'emprise de la guerre sur l'ensemble de la société, avec le travail obligatoire, l'occupation, les rationnements et l'appareil de production mobilisé dans une gigantesque machinerie de guerre était déjà à un paroxysme. Aujourd'hui, l'ensemble de la population serait encore plus directement impliquée dans la guerre.

L'imagerie qui veut nous faire croire que la guerre actuelle pourrait être le produit d'une décision subite de déclencher une déflagration nucléaire, à laquelle succéderait immédiatement l'anéantissement de l'humanité est une vue de l'esprit. C'est un appel à la résignation : voyez, la guerre est une question technique, il suffit d'appuyer sur un bouton, la population n'a rien à faire là-dedans.

Malgré leur folie dévastatrice, les bourgeois ne sont pas suicidaires. S'ils vont à la guerre, c'est avant tout pour la survie de leur économie, la conquête de marchés, de sources de matières premières, de réserve de main-d'oeuvre bon marché, de points stratégiques pour le commerce et la guerre. La guerre, ils l'envisagent dans le but d'occuper des territoires, pour continuer à faire travailler des hommes à la sueur de leur front, sous la botte militaire s'il le faut.

Mais pour cela, ils doivent compter sur la réalité économique et militaire. Dans cette réalité, l'aspect social de la militarisation du travail est essentiel.

On peut se demander quelle serait la réaction du prolétariat des pays du monde entier si n'importe lequel des impérialismes déclenchait une explosion atomique, à plus forte raison dans un pays développé. Il suffit de voir les réactions à la guerre du Viêt-Nam qui était pourtant très localisée et à une échelle infiniment moindre qu'une guerre atomique en Europe. Il serait alors difficile à la bourgeoisie de continuer sur sa lancée.

Bien avant le déclenchement d'une guerre nucléaire, il y a forcément une période de tensions où les blocs se mesurent dans leur force et leur stratégie. L'intervention du prolétariat dans cette période est déterminante. C'est concrètement qu'il dérègle l'édifice, qu'il le dévie de sa trajectoire de concentration de plus en plus grande de l'effort social vers la guerre.

Et plus cette tension s'accroit, plus l'enjeu de guerre ou révolution apparait, portant l'intervention du prolétariat à un plus haut niveau : non plus celui de résistance à l'idéologie de guerre et à l'aggravation des conditions de vie, mais celui de poser la question de la prise en main de la société. Le problème pour la bourgeoisie aujourd'hui n'est pas "d'appuyer sur le bouton" mais de contrôler la société.

"On aura d'autant moins besoin d'atteindre ce terme que la conscience sociale incarnée aujourd'hui dans le prolétariat intervient comme élément actif dans le jeu aveugle des forces." (Rosa Luxembourg, Critique des critiques)

la lutte de classe, frein à la guerre

Pour concevoir ces difficultés de la bourgeoisie à suivre sa course sans se préoccuper du problème social, il suffit de voir le passé.

Si la guerre de 1914 a pu éclater, malgré les mouvements de grèves qui l'ont précédé, c'est que les ouvriers, la population ont CONSENTI à l'effort demandé. Avec réticence, mais ils se sont laissés prendre à la vision réformiste de la social-démocratie qui leur a demandé de faire la guerre pour préserver la paix, après avoir trouvé toutes les justifications possibles aux restrictions imposées les années précédentes. C'était la première guerre mondiale. Les ouvriers sont partis la fleur au fusil. Ils s'attendaient à une guerre courte, la "der des der". Peu de temps après ils se sont brutalement réveillés, des mutineries se produisaient à peu près sur tous les fronts. Trois ans plus tard, la révolution russe éclatait : les ouvriers, excédés de leur misère, sans illusions sur la perspective que leur offrait la guerre, ont commencé à s'organiser contre l'Etat, suivis par les soldats du front qui désertaient en masse. En Allemagne le même mouvement s'était développé, à un degré supérieur aux autres pays, qui pourtant connaissaient tous des tensions sociales. Lorsqu'en 1918 le risque de généralisation devint totalement évident, la bourgeoisie dut arrêter la guerre.

A cause du prolétariat qu'elle devait D'ABORD combattre.

Quand la bourgeoisie se retrouve face au prolétariat, elle dépasse même ses divisons guerrières, pour s'unir contre lui. Face à la perspective d'une lutte ouvrière qui menace l'existence même de son système, la bourgeoisie ne peut poursuivre la logique qui la déchire en concurrents, la logique de la guerre : elle doit affronter, unie, la lutte de classe.

En 1939-45, le prolétariat fut suffisamment soumis et écrasé pour accepter la logique capitaliste. C'est pour cela que la bourgeoisie a pu mener sa guerre. Il n'en n'est pas de même aujourd'hui (voir article "Le prolétariat mondial n'est pas embrigadé dans la guerre").

Les mouvements en Pologne illustrent bien comment la classe ouvrière mondiale entrave l'orientation de la société vers la guerre. La Pologne est un des pays les plus pressurés par l'effort d'armement du bloc russe, aux dépens de la situation alimentaire des ouvriers. La grève de masse a profondément ébranlé cette situation. L'effort d'armement a baissé. Pour la Russie, la Pologne n'est plus une place stratégique sûre. L'URSS a dû en plus reporter une partie des forces investies dans la percée tentée en Afghanistan, vers l'encerclement militaire de la Pologne.

Sans parler des difficultés à contrôler l'armée elle-même. En 10 ans de guerre du Viêt-Nam. les soldats américains désertaient, refusaient d'obéir, ou se noyaient dans la drogue pour échapper à la guerre. Il n'a fallu qu'un an à l'armée russe en Afghanistan pour en arriver au même stade de décomposition, voire mieux : les soldats russes échangent des armes avec la population "occupée" pour avoir de la drogue...

La désobéissance sociale de la classe ouvrière se répercute sur l'ensemble de la société, et sur l'armée aussi.

En URSS, à Cuba, les soldats tués en Afghanistan ou en Angola sont enterrés en cachette, par peur des réactions des ouvriers et de la population. Tant que la bourgeoisie ne parvient pas à faire honorer ses morts comme des héros de la classe ouvrière, elle ne peut mobiliser les ouvriers pour les conditions nécessaires à une troisième boucherie mondiale. Il lui manque la justification de la misère et de l'absurdité que le système capitaliste impose au monde.

La lutte ouvrière exprime aujourd'hui une résistance aux conditions de vie que lui impose le capitalisme. Elle refuse de se mettre aux ordres des classes dominantes sur le plan économique. Mais ce plan économique inclut la guerre, il est déterminé par elle. En refusant la logique de la crise, elle refuse la logique de la guerre.

Le monde est devant le fait que les plans guerriers de la bourgeoisie doivent s'intensifier. La classe ouvrière, dans la dynamique où elle est engagée, posera de plus en plus la question de l'enjeu face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie.

De cette intervention consciente des ouvriers sur le cours des événements dépend l'avenir : la rupture des lois aveugles du capitalisme, de ses crises et de ses guerres, contre la guerre, pour la transformation révolutionnaire de la société.

D.N.

l'Etat ne combat pas le chômage mais les chômeurs

Les différents instituts de statistiques ne cessent de nous assaillir de chiffres "records" en matière de crise économique. A croire que l'on veut nous habituer, nous blaser de la chute sans fin de ce système.
Mais les chiffres les plus éloquents d'une tendance à l'effondrement sont ceux ayant trait au chômage, même s'ils ne suffisent pas à donner une image concrète de ce que sont les conditions de vie des sans-travail.

Jusqu'à ces quelques dernières années, le chômage touchait plus particulièrement les pays périphériques dits du "Tiers-Monde" (Afrique, Inde, Amérique du Sud ...). Cela s'est d'ailleurs traduit par des émeutes de miséreux rapidement maîtrisées par les armées et la police au service de l'Etat bourgeois (Brésil, Egypte , etc...).

Dans ces zones, la bourgeoisie a pratiqué le génocide des masses de sans-travail que la production capitaliste avait rejeté dans une misère infinie. Tant que les "puissances économiques" n'étaient que partiellement touchées, le lot des révoltés de la faim ne pouvait être que l'isolement , la dispersion et la mitraille.

Mais c'est maintenant le coeur du capitalisme, les pays à plus forte concentration industrielle et donc ouvrière qui atteignent des côtes d'alerte. Le spectre du chômage généralisé atteint maintenant les grandes métropoles industrielles.

■ Un rapide survol des trois pays "phares " de l'économie confirme cette tendance :

- le JAPON : 1,3 millions de chômeurs en octobre 1981, soit 2,1% de la population active. Ce taux devient plus éloquent quand on sait que la bourgeoisie japonaise se plaît à montrer l'assiduité particulière de ses citoyens au travail alors que parallèlement, elle exerce une forte pression d'intimidation sur les chômeurs qui hésitent à s'incrire (les syndicats japonais avancent le chiffre de 5 à 6% de main d'oeuvre au chômage et de sous emploi en 1980 !),

- la R.F.A. : 1,36 million de chômeurs soit 5,5% de la population active. Depuis un an (septembre 1980 à septembre 1981), ce chiffre s'est accrû de 54% ! Pourtant, le gouvernement n'avait pas hésité en 1978 à dégrossir le nombre de chômeurs (représentant alors 4,4% de la population active) par l'expulsion de 1,3 million de Turcs, Yougoslaves et Italiens.

- les USA : en 1978, la bourgeoisie se gaussait d'avoir fait diminuer *"plus rapidement que prévu le taux de chômage (6% de la population active) grâce à la création massive d'emplois, l'amélioration de la compétitivité de l'économie liée à la baisse du dollar"*. Qu'en est-il aujourd'hui ? Septembre 81 : 7,5%; octobre : 8%, soit 8,5 millions de chômeurs.
En 1978, le Bureau International du Travail (BIT) donnait cette perspective apocalyptique :
"Le chômage continuera de monter dans le monde jusqu'à l'an 2000 au rythme de 100 demandeurs supplémentaires par minute. Pour qu'il en fut autrement, il faudrait créer 1,250 milliards d'emplois dans les 20 années à venir dont 85% dans les pays en voie de développement" (Bilan économique et social du "Monde". 1979).

Ainsi, les locomotives de l'économie" se trouvent à leur tour à l'épicentre de la catastrophe : c'est la sentence du jugement historique contre un système en décadence voilà plus de 60 ANS.

le contexte de la décadence

Loin d'être le fait de quelques millions d'oisifs comme on veut nous l'inculquer, le chômage est contenu dans le fonctionnement même du capitalisme entraînant misère et famine pour la classe des exploités.
Les licenciements massifs, la fermeture d'entreprises non rentables, l'échec des palliatifs de restructuration font que le chômage est une menace permanente pour l'ensemble des travailleurs.

Sous la pression croissante de la crise, la guerre économique poursuit sa logique implacable vers la guerre tout court. Ainsi, la pression de la crise dicte préférentiellement à la bourgeoisie une politique de sur-armement aveugle, à l'Est comme à l' Ouest.
D'ailleurs, la bourgeoisie n'obéit pas à des sentiments humanistes. Ce qui dicte sa politique demeure en dernière analyse la course aux profits et la préservation de son système.

"... le coquin, l'escroc, le mendiant, comme le travailleur qui chôme, qui meurt de faim, qui est misérable et criminel, sont autant de figures qui n'existent pas pour l'économie politique, mais aux seuls yeux du médecin, du juge, du fossoyeur, du prévôt... Ces fantômes ne sont pas de son domaine. Elle ne voit dans les besoins de l'ouvrier que ce qui est nécessaire à son entretien tant qu'il travaille, et à la seule fin que la race des ouvriers ne vienne pas à s'éteindre.

Le salaire a donc la même signification que l'entretien, le maintien en bon état de tout autre instrument productif, que la consommation du capital en général pour pouvoir se reproduire avec profit.

Il en est tout comme de l'huile qu'on emploie pour maintenir les rouages en bon état. Le salaire fait partie des frais nécessaires au capital et au capitaliste..." (MARX, dans "Le capital", Livre II).

les mesures de la bourgeoisie contre le chômage

La bourgeoisie prétendait encore il y a quelques temps avoir trouvé "LA METHODE" efficace pour lutter contre le chômage. Elle nous invitait alors à oeuvrer à ses côtés à travers :

- Les pactes pour l'emploi :
Tous les chômeurs ayant fait l'expérience des fameux "contrats-emploi-formation" qui se sont succédés sous le gouvernement Giscard-Barre, savent le mensonge que recouvrait cette mesure : avec cynisme, on vous formait à "balayer", on vous apprenait à servir de bouche-trou dans des entreprises parfois déficitaires. Ce mécanisme a d'ailleurs donné lieu à une certaine révolte des stagiaires concernés (les comités de stagiaires Barre).

La bourgeoisie s'est accordée à reconnaître le faible pourcentage d'embauche qui résultait de ces pactes.

Mais pour elle, tout était bénéfice. Elle trouvait dans ces stagiaires une main d'oeuvre disponible, disciplinée (grâce à la carotte de l'embauche définitive et à l'inexpérience de ces jeunes à peine sortis des lycées) et peu chère. Ces stagiaires, de plus, ne comptaient plus parmi les chômeurs, ce qui dégraissait d'autant les chiffres élevés des sans-emplois.

La bourgeoisie se garantissait, outre un calme social, un travail pratiquement gratuit puisque rénuméré misérablement par les travailleurs eux-mêmes sous la forme des impôts versés à l'Etat.

Cet aspect de la politique bourgeoise est d'ailleurs tellement payant que le gouvernement Mitterrand a cru bon d'en reprendre l'orientation, après avoir pris soin, toutefois, de lui ôter ses aspects les plus grossiers : on insiste sur la notion de "formation" et de "partage du travail", de plus, on prévoit la "création d'emplois sociaux".

Cette dernière proposition est loin d'être une idée géniale des sociaux-démocrates français : en décembre 77, le gouvernement des Pays-Bas proposait aux jeunes chômeurs des "cycles de rééducation professionnelle et des cours pour la promotion sociale". En Allemagne, le texte de loi régissant la création d'activités socio-culturelles est ainsi orienté *"créer des activités de groupe pour maintenir ou restaurer la disponibilité et l'adéquation psychique à l'accomplissement du travail"*.
De toutes ses orientations, ne ressort-il pas que les jeunes chômeurs sont des gens sous-formés, "inadéquats psychiquement", "asociaux", bref... des boulets que traîne la société.

Tout ce que recouvrent ces expériences de "création d'emplois", outre qu'elles ont toujours été sanctionnées par un échec en matière d'efficacité, se proposent, en premier lieu, l'encadrement des chômeurs que l'on nous présente comme une menace pour la société.

- Les subsides de l'Etat :
L'intervention d'un Etat "généreux", dans la gamme des mesures bourgeoises contre le chômage, a été un moment engagée. Or ces subsides viennent des prélèvements croissants sur nos salaires par la voie des impôts "traditionnels" ou "exceptionnels", qui n'ont, c'est à noter, plus rien d'exceptionnel que le nom.

Seulement, la banqueroute de l'économie conduit à réduire les dettes publiques et donc à réduire le poids des "atouts sociaux".

D'ailleurs la maigre part des cotisations et taxes diverses qui sont "allouées" aux chômeurs, ne représentent rien par rapport à ce qui est destiné aux budgets militaires.

Les impôts des travailleurs sont destinés essentiellement à entretenir l'armée, la police, l'Etat en général, qui, demain comme hier, réprimera leurs luttes en échange de leurs services. Pendant un temps, la bourgeoisie est tout de même parvenue à diviser les rangs ouvriers par de tels arguments : *"les chômeurs vivent sur le dos des actifs"* face à la menace d'une unité explosive.

De sa société en décomposition qui pue l'éclatement et la misère croissante, quotidienne, elle parvient à encore à faire jaillir cette équation : chômeurs = oisifs; travailleurs actifs = privilégiés.

Mais avec 23 millions de chômeurs dans la zone de l'OCDE, avec 2 millions de chômeurs en France (alors qu'ils étaient à peine 400 000 en 1974), cette équation perd toute sa crédibilité.

A ce niveau, ce que la bourgeoisie redoute le plus, c'est l'équation : chômeurs-actifs : même combat.

En même temps, elle ne peut que constater l'inefficacité totale de ses plans économiques de lutte contre le chômage. Et ce n'est pas le ministre Delors qui va changer cet état de fait, voici son plan :
- 1) *"Préserver les emplois, c'est à dire venir en aide aux entreprises qui sont saines mais qui connaissent des difficultés parce que l'économie est à plat".*

- 2) *"Partager le travail... le moment n'est pas venu de travailler moins, mais le moment est venu de travailler moins individuellement pour travailler plus collectivement. De ce point de vue, la réduction de la durée journalière de travail est plus créatrice d'emplois que la cinquième semaine de congés payés."*

Ce sont ces options concrètes que le "nouveau" gouvernement de gauche en France , englobe sous le terme de "solidarité nationale".

Mais de fait, il s'agit là d'une solidarité avec la bourgeoisie et son Etat. On se trouve dans cette situation où l'on appelle les ouvriers à secourir leurs exploiteurs.
En fait, ces mesures signifient une augmentation croissante de l'exploitation des ouvriers.

La bourgeoisie éclairée reconnait elle même, que la crise qu'elle traverse est d'une nature toute particulière :

"Nous sommes un peu moins démunis dans l'intelligence des mécanismes économiques et un peu plus avancés dans la coopération internationale. On peut se demander toutefois si l'on ne se trompe pas de crise en parlant de crise économique. N'est-ce pas la société qui est entrée en mutation, sous l'effet de la croissance elle-même, jusqu'à la remettre en cause ?" ("L'Expansion. novembre 79).

C'est ce qu'exprimait en d'autres termes Mitterrand à Ottawa, lorsqu'il affirmait que le développement du chômage représentait un danger social.

Quand aux masses de jeunes, de femmes, d'immigrés s'ajoutent ceux qui sont au coeur de la production, alors cette menace devient la préoccupation centrale de la bourgeoisie. On voit comment se confirme cette tendance en France : en un an, la croissance de la mise en chômage d'ouvriers qualifiés a été de 48,5% et celle des OS de 19,5%.

Placé devant cette incapacité à trouver une solution économique à sa crise, le capital met toute son énergie pour éviter, ou plutôt retarder la menace sociale que cette situation déterminera nécessairement.

L'attaque bourgeoise contre la classe ouvrière, dont les chômeurs font partie intégrante, se fait indiscutablement au même niveau que celui où elle a pris une relative conscience de sa crise : c'est à dire, par delà les frontières.

Nous verrons dans un prochain article que "les concertations européennes en matière d'emploi" et autres "manifestations contre le chômage" engagés par l'appendice syndical ne sont rien d'autre que la préparation bourgeoise à contrecarrer les réactions prolétariennes.

Nous nous attacherons à montrer également que, de cette situation catastrophique elle-même, émergent les armes grâce auxquelles la classe ouvrière pourra en finir avec ce monde de misère et de mort.

Mo.

le mythe de l'aristocratie ouvrière

(SUITE DE LA PAGE 8)

rée et sa productivité étant données, le travail se réalise donc en d'autant plus de valeur... comme la valeur produite durant une journée de douze heures, par exemple, cesse ainsi d'être constante et devient variable, il s'ensuit que plus-value et valeur de la force de travail peuvent varier dans le même sens, l'une à côté de l'autre, en proportion égale ou inégale"(ibid, p.1017). Alors que dans les deux cas précédents, une hausse durable des salaires réels peut avoir pour résultat une hausse de la valeur de la force de travail, il est également possible que la valeur de la force de travail chute même si son prix augmente. Ceci peut arriver soit dans le cas d'un allongement de la journée de travail ou dans celui de l'intensification du travail *"quand l'élévation du prix ne suffit pas pour compenser le surcroît d'usure de la force de travail"* (ibid p.1017).

Une hausse de la productivité du travail, bien qu'elle produise toujours une chute de la valeur de la force de travail, est également compatible avec une hausse du niveau de vie des ouvriers. *"Toute variation dans la productivité du travail amène une variation inverse dans la valeur de la force de travail (...) tandis que le mouvement ascendant ou descendant de celle-ci entraine de son côté le mouvement de la plus-value en sens inverse"* (ibid,p.1013-1014). Donc si la productivité du travail s'accroît, la plus-value aussi alors que la valeur de la force de travail diminue. Cependant, cela ne veut pas dire une chute des salaires réels, du niveau de vie des ouvriers qui peut, en réalité, augmenter. *"La valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des subsistances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, lesquelles changent de valeur suivant le degré de productivité du travail"*. C'est la valeur et non la masse de ces moyens de subsistance qui varie avec la productivité du travail. Aussi,*"avec un accroissement continuel dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait ainsi tomber de plus en plus, en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter"*.(ibid p.1015,1016).

Mais quelle que soit la grandeur de l'échelle de l'accumulation, le capital ne concède pas de lui-même une hausse des salaires réels. En fait, la croissance même de l'accumulation du capital qui crée la base objective pour que les salaires réels augmentent, produit également une contre-tendance qui limite toute augmentation du niveau de vie des ouvriers.*"La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail sont plus considérables...Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît le paupérisme officiel. <u>Voilà la loi générale, absolue de l'accumulation capitaliste</u>. L'action de cette loi comme de tout autre est naturellement modifiée par des circonstances particulières"*(ibid, p.1162). Ce sont précisément les modifications dans l'opération de cette loi particulière, le degré auquel l'armée de réserve enfle ou diminue dans des conditions données, qui dictent si les salaires réels et la valeur de la force de travail peuvent ou non augmenter vraiment.*"Les variations du <u>taux général des salaires</u> ne répondent donc pas à celles du chiffre absolu de la population; la proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation et la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt "engagée", tantôt dégagée", en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations"*.(ibid, p.1153-54).

Alors que l'extension de l'armée de réserve agit dans le sens de restreindre l'augmentation des salaires réels, même si sa diminution agit dans le sens de faciliter cette augmentation (qui dépend toujours de l'échelle de l'accumulation), le facteur ultime qui détermine que les salaires augmentent est le niveau de la lutte de classe. Ce n'est que sous l'impact d'une lutte de classe combative que le prolétariat peut arracher au capital une plus grande quantité de moyens de subsistance que son propre travail a créés. Il faut cependant noter que le niveau de la lutte de classe est lui-même affecté par les conditions générales du processus d'accumulation et la taille de l'armée de réserve.

Mc Intosh.

PS : la suite de cet article traitera de l'évolution des salaires selon les différentes phases du capitalisme et selon l'évolution des luttes sociales.

COMMUNIQUE

A TOUS LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES

■Manipulés par le nommé CHENIER, élément trouble et aventurier politique dont nous avons mis publiquement en garde le milieu politique, (voir notre "Avertissement" dans RI n°90), quelques membres ont eu la faiblesse de se laisser entrainer à dérober du matériel de notre organisation.

Nous avons aujourd'hui la satisfaction de pouvoir annoncer la récupération de notre matériel.

Plus qu'une satisfaction, fort compréhensible par ailleurs, d'une organisation capable d'assurer sa défense, il s'agit pour nous, d'une démonstration politique pratique que le gangstérisme ne saurait être accepté comme règle de comportement dans le milieu révolutionnaire ni dans le mouvement ouvrier en général.

Le CCI qui n'est pas une organisation du pacifisme mais de combat révolutionnaire du prolétariat, a toujours défendu le principe de la non violence au sein de la classe ouvrière et le rejet d'un rapport de force physique pour résoudre les divergences qui peuvent surgir au sein de la classe en lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi, ces moeurs bourgeoises de la terreur ne sauraient être tolérées ni au sein de la classe ni dans ses organisations.

Nous regrettons que ce principe, implicite dans l'histoire du mouvement ouvrier ait été parfois transgressé et que le milieu révolutionnaire d'aujourd'hui l'ait complètement oublié. Mais le CCI entend rappeler et défendre fermement ce principe dans le mouvement et l'appliquer avec la dernière énergie concernant la défense de sa propre organisation.

A tout militant, à tout groupe révolutionnaire de méditer sérieusement sur ce problème et prendre clairement position.

Le CCI. 12 novembre 1981

réunions publiques

aix-en-provence

<u>Permanence</u> le 16 décembre de 18 h à 19 h au Café de "La Madeleine", place des Prêcheurs

lyon

<u>Réunion publique</u> le 18 décembre à 21 h au 3, rue Diderot, LYON 1er, sur le thème : "L'ALTERNATIVE N'EST PAS GUERRE OU PAIX MAIS GUERRE OU REVOLUTION".
<u>Permanence</u> 9décembre à 18h

marseille

<u>Réunion publique</u> le 11 décembre à 21 h au 205, rue Ste Cécile, 13005 MARSEILLE sur le thème : "L'ALTERNATIVE N'EST PAS GUERRE OU PAIX MAIS GUERRE OU REVOLUTION".
<u>Permanence</u> le 11 décembre à "L'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, de 18 h à 19 h.

nantes

<u>Réunion publique</u> le 19 décembre à 17 h au Centre Social des BOURDERIES, sur le thème : "ROLE ET TACHES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE".
<u>Permanence</u> : le dernier mercredi du mois à 20 h 30 au "BAR de l'Hôtel de Ville", NANTES-CHATENAY.
<u>Contact</u> avec les diffuseurs de la presse le 2ème samedi du mois au Marché de la Petite Hollande, de 10 h 30 à 11 h 30.

paris

<u>Réunion publique</u> le 12 décembre à <u>18 H 30</u> exceptionnellement, au 27, Avenue de Choisy, PARIS 13ème, sur le thème : "L'ALTERNATIVE N'EST PAS GUERRE OU PAIX MAIS GUERRE OU REVOLUTION".
<u>Permanence</u> tous les samedis sauf celui de la réunion publique, à 16 h au même endroit.

saint-etienne

<u>Réunion publique</u> le 19 décembre à 14 h 30 au "Centre Coligny", 19 rue E. Reclus, sur le thème : "L'ALTERNATIVE N'EST PAS GUERRE OU PAIX MAIS GUERRE OU REVOLUTION".

tours

<u>Réunion publique</u> le 5 décembre à 17 h au 43, rue Lamartine, sur le thème : "ROLE ET TACHES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE".
<u>Permanence</u> même adresse à 14 h avant la réunion publique.

toulouse

<u>Réunion publique</u> le 18 décembre à 21 h à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bâtiment 2, sur le thème : "Syndicalisme, organisation de la défaite de la lutte de la classe ouvrière".
<u>Permanence</u> : tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique, à 18 h 30 au Bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry, Pont des Demoiselles.
<u>Contact</u> avec les diffuseurs de la presse au marché, sur le Boulevard (près de la Place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches du mois et au marché de St Sernin (Puces) le 2ème dimanche du mois de 11 h à 13 h.

rouen

Permanence le 12 décembre, à la Halle aux Toiles à 15h.

lille

<u>réunion publique</u> au mois de janvier. La date exacte paraitra dans notre prochain journal.

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F)
- Nation ou classe (4 F) (épuisé)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F)
- La décadence du capitalisme (10 F)
- Le TROTSKYSME (6 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (4 F) (recueil d'articles)
- L'Etat dans la période de transition (12 F)

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
ZWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
55 F	70 F

<u>ENVOIS SOUS PLIS FERMES</u> :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
110 F	110 F	140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

<u>Abonnements et versements à</u> :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.
EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.
DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN <u>COURRIER DU LECTEUR</u> OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu PARIS 20ème.

le mythe de l'aristocratie ouvrière

■Dans l'article : "L'aristocratie ouvrière" : une théorie sociologique pour diviser la classe ouvrière" (Revue Internationale n°25), nous avons montré comment la théorie de "l'aristocratie ouvrière" *repose sur une analyse sociologique qui ignore le caractère de classe historique du prolétariat et que "le résultat PRATIQUE de ce genre de conceptions n'est autre que celui de DIVISER LES TRAVAILLEURS pour la lutte"* (P.4). Dans cet article, notre but est d'exposer le caractère superficiel des prémisses économiques qui sous-tendent la théorie de l'aristocratie ouvrière. Toutes les variantes de cette théorie se basent implicitement ou explicitement sur la version de "la loi d'airain des salaires" selon Lassalle, c'est-à-dire sur le point de vue erroné selon lequel la valeur de la force de travail des ouvriers est seulement égale au minimum physiologique nécessaire à la survie de ceux-ci.

Pour les théoriciens de l'aristocratie ouvrière, toute augmentation durable des salaires au-dessus de ce minimum physiologique ne s'explique que par le fait que les ouvriers impliqués partagent les superprofits réalisés sur le dos des masses laborieuses des colonies et des semi-colonies. Cette vision, selon laquelle les ouvriers dont les salaires s'élèvent au-dessus du minimum naturel, ne sont pas payés par du capital variable mais avec de la plus-value, selon laquelle la masse des ouvriers des pays développés et les ouvriers des industries modernes dans les pays arriérés, sont les petits partenaires du capitalisme dans le pillage des masses coloniales, est une théorie profondément réactionnaire et anti-ouvrière.

Il y a longtemps que le marxisme a fourni une réfutation écrasante à ce tissu de préjugés petits-bourgeois que ceux qui défendent l'existence d'une "aristocratie ouvrière" essaient de faire passer pour une théorie scientifique.

A côté de tout leur enthousiasme pour dénicher des citations -quel que soit leur contexte- dans lesquelles Engels ou Lénine parlent d'aristocratie ouvrière, les protagonistes contemporains de cette théorie ignorent complètement les écrits économiques de Marx (Les Grundrisse, le Capital, Les Théories de la plus-value) où est mise à nue la théorie de la valeur, seule et unique base de compréhension du mouvement des salaires dans la société capitaliste. Pour traiter cette question, nous devrons donc nécessairement faire un bref exposé -basé sur l'analyse de Marx- des éléments qui déterminent réellement la valeur de la marchandise force de travail, des différents facteurs qui affectent son augmentation et sa baisse, et du mouvement réel des salaires selon les différentes phases de la société capitaliste.

détermination des salaires

Dans le premier livre du Capital, Marx montre que *"la valeur de la force de travail, c'est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de son propriétaire"*, c'est-à-dire l'ouvrier salarié. Cependant, ces moyens de subsistance nécessaires dont parle Marx, ne peuvent être réduits à un quelconque minimum physiologique nécessaire pour assurer la survie de l'ouvrier en tant qu'organisme biologique; ils doivent être suffisants *"pour le maintenir dans son état normal en tant qu'individu qui travaille"*, c'est-à-dire dans un état à produire de la plus-value pour le capital. Ce fait annonce clairement le caractère historiquement variable de la valeur de la force de travail puisque *"le nombre même des besoins dits naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et par contre-coup les besoins qu'elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique, ce qui la distingue des autres marchandises"*. (Le Capital, livre I, Ed. de la Pleiade, p.720). Le caractère unique de la marchandise force de travail ne réside donc pas seulement dans sa capacité à produire plus de valeur qu'elle n'en contient mais également dans le fait que sa propre valeur *"elle-même est une grandeur variable et non point fixe, en supposant même que la valeur de toutes les autres marchandises demeure constante"*. (Salaire, Prix et Profit, Ed. de la Pleiade, p. 529).

Dans la détermination de ce qui constitue réellement les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien des ouvriers en un lieu et un moment donnés, "l'élément historique et moral", que Marx souligne, est d'un poids plus grand que l'élément physiologique nécessaire. L'un des principaux facteurs qui caractérisent le cours du développement humain est constitué par ce que Marx a appelé "le recul des limites physiologiques" dans le processus du travail. Marx voulait dire par là le poids décroissant des conditions naturelles dans le processus de production, et la socialisation toujours grandissante de l'activité productive, développement que le capitalisme a mené à son plus haut point jusqu'ici. Cependant, ce recul des limites naturelles peut être également considéré du point de vue de la production et de la reproduction des classes laborieuses et de leur capacité à travailler. La satisfaction des besoins fondamentalement physiologiques qui a été la caractéristique des classes laborieuses des sociétés précapitalistes, comme les esclaves, les serfs, etc, recule de façon proportionnelle en tant que facteur du maintien des classes laborieuses et une part toujours plus grande de la production et de la reproduction de la force de travail du prolétariat dans la société capitaliste concerne la satisfaction de besoins développés par la socialisation du travail.

Ces besoins comportent : le niveau général d'éducation, auquel même le travail simple doit accéder, s'il est appelé à produire de la plus-value dans les conditions requises par un haut développement de la productivité du travail de l'époque moderne; la radio, la télévision, le cinéma, les vacances, etc. qui sont devenus une partie nécessaire à l'entretien de la classe ouvrière dans les conditions présentes de travail extrêmement intenses ; l'alimentation et les soins nécessaires si le travailleur moyen doit donner quarante ans de sa vie à son travail, ce qui est devenu la norme de l'industrie moderne ; et tout un tas d'autres besoins sociaux que nous ne décririons pas ici en détail. En d'autres termes, la valeur de la force de travail de l'ouvrier ne peut en aucune façon être équivalente à la quantité nécessaire pour satisfaire ses besoins purement naturels. *"La valeur réelle de sa force de travail s'écarte de ce minimum vital : elle varie suivant le climat et le niveau du développement social ; elle ne dépend pas seulement des besoins physiques, mais encore des besoins sociaux développés au cours de l'histoire et qui deviennent une seconde nature"*. (Le Capital, livre III, Ed. de la Pleiade p.1458). Le minimum vital ne représente en fait que la limite la plus basse de la valeur de la force de travail de l'ouvrier, la quantité représentée par la limite supérieure historiquement variable, en réalité la valeur réelle de la marchandise force de travail à un moment ou en un lieu donnés, est elle-même strictement dépendante de trois facteurs critiques : le taux d'accumulation du capital, la taille de l'armée industrielle de réserve, le niveau de la lutte de classe. C'est l'interaction complexe de ces facteurs qui détermine le niveau réel des salaires et l'on doit se rappeler que des changements durables du niveau des salaires, c'est-à-dire du prix de la force de travail, constitue un changement de sa valeur.

Selon Marx, le taux d'accumulation est la variable indépendante, le taux des salaires est la variable dépendante. Quand s'accroît rapidement l'échelle de l'accumulation du capital, en d'autres termes, quand le taux de plus-value augmente, de nouveaux marchés s'ouvrent à la réalisation de la plus-value, et de nouvelles sphères existent pour capitaliser la plus-value, ce qui constitue la base économique objective d'une augmentation des salaires réels.

Avant d'examiner le véritable rapport entre l'accumulation et les salaires, il est important de noter qu'en traitant la plus-value et les salaires réels, nous ne nous occupons pas de grandeurs fixes mais plutôt élastiques. La plus-value comme les salaires réels peuvent tous deux croître en même temps dans de mêmes proportions mais aussi dans de différentes proportions. Donc, une augmentation des salaires réels ne veut pas dire -et historiquement n'a presque jamais voulu dire une réduction de la masse ou du taux de plus-value. En conséquence, la conclusion totalement correcte de Marx, selon laquelle *"le prix du travail ne peut donc jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste et en assurent la reproduction sur une échelle progressive"* (Le Capital, livre I, ed. La Pleiade, p.1131), n'exclut pas une hausse durable des salaires réels, pourvu que l'accumulation se développe à un rythme et sur une échelle croissants.

variation des salaires

Dans le livre I du Capital, Marx analyse"les variations dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail" (chapitre 17). Il montre que des changements des salaires comme des profits peuvent avoir lieu à cause de changements dans la durée du temps de travail, de changements dans l'intensité du travail et de changements dans la productivité du travail. Dans chacun des cas, Marx montre la possibilité de hausses simultanées des salaires réels ET du taux de la masse de plus-value. L'allongement de la journée de travail peut évidemment avoir pour résultat à la fois une hausse de la plus-value produite par l'ouvrier et une hausse de son salaire réel. *"Comme, dans nos données, la somme de valeur quotidiennement produite augmente avec la durée du travail quotidien, les deux parties de cette somme croissante -la plus-value et l'équivalent de la force de travail- peuvent croître simultanément d'une quantité égale ou inégale"* (ibid). On peut parvenir à un résultat similaire quand s'accroît l'intensité du travail. *"Si son intensité croît, il rend dans le même temps non seulement plus de produits, mais aussi plus de valeur, parce que l'excédent de produits provient alors d'un excédent de travail. Sa du-*

(SUITE PAGE 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE
est la publication en france du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■*Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

■ *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

■ *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

■ *Les soit-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

■ *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

■ *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

■ *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

■ *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires""fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

■ *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou"socialiste".*

■ *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

■ *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.